

Paris, le 24 février 1993

Monsieur Jean AUROUX
Président du groupe socialiste
Assemblée nationale

Monsieur,

J'ai lu avec intérêt votre lettre du 18 février dernier, relative à mon petit dossier sur le Rwanda. Je vous en remercie très sincèrement, car jusqu'à ces derniers jours le milieu politique de notre pays m'a semblé lourdement silencieux sur une situation où pourtant la France est très engagée. Dans une interview récemment donnée à la presse locale, l'ambassadeur de France au Burundi, le pays voisin, le notait très bien. Je le cite:

"Sincèrement, je dirais que l'opinion française n'est pas du tout sensibilisée aux problèmes du Rwanda[...] C'est par crainte d'une crise gouvernementale que le gouvernement belge a été obligé de retirer ses hommes. Je n'ai même pas eu connaissance qu'au parlement français, il y a eu des interventions des parlementaires pour ou contre l'intervention française au Rwanda. Si elles ont eu lieu, elles ont été très discrètes." (*Le Renouveau du Burundi*, 18.2.1993, p.1 et 4)

Cela étant je ne peux partager l'hypothèse optimiste que vous me rappelez sur le rôle bénéfique de notre politique actuelle dans ce pays et je pense que la vigilance des démocrates est en défaut ou en sommeil.

La question la plus évidente est celle de l'objectif de la présence militaire française (actuellement quatre compagnies et un "Détachement d'assistance militaire et d'instruction"). Deux explications sont alternativement avancées: ou bien la protection des ressortissants français (soit actuellement près d'un militaire pour deux civils à protéger); ou bien la défense de la "stabilité dans la région" (interview de l'ambassadeur de France à Kigali au journal *Rwanda rushya*, août 1991, p. 10) ou encore la défense d'un "équilibre" (un terme qui évoque immédiatement au Rwanda la loi de la majorité ethnique exprimée en quotas raciaux telle qu'elle a fonctionné durant plus de vingt ans), voire l'appui à la négociation et à une démocratisation pacifique, comme vous-même le suggérez dans votre lettre. Pourquoi ces multiples discours? Sinon pour éluder le fait que l'accord de cessez-le-feu conclus à Arusha le 12 juillet 1992 par le gouvernement rwandais et le FPR stipulait dans son article 2 "le retrait de toutes les troupes étrangères" à partir de la mise en place des observateurs neutres (les officiers sénégalais, nigériens et zimbabwéens), à l'exception des coopérants militaires prévus par des accords antérieurs, et que par conséquent seules les quelques dizaines d'instructeurs pouvaient rester au Rwanda.

Cela étant, la langue de bois officielle ne peut dissimuler tout ce que recouvre la notion bien connue de conseillers militaires, quand leur

présence s'accompagne de fournitures massives d'armes (des grenades, omniprésentes aujourd'hui au Rwanda, à une artillerie plus sophistiquée) et d'une autorité auprès de l'Etat-major, comme l'a révélé l'affaire du lieutenant-colonel Chollet en février 1992 (quand les partis démocratiques de Kigali ont protesté contre le fait -je cite- que "nos troupes sont mises sous les ordres d'un Français").

Mais, au risque de surprendre, je dirais que le plus choquant dans la politique de notre pays au Rwanda ne réside pas dans cette présence militaire, susceptible de prendre plusieurs significations, selon les orientations et les pratiques qu'elle pourrait être amenée à appuyer ou à décourager, mais précisément dans l'option qu'elle se trouve cautionner, celle de la faction extrémiste incarnée par le pouvoir du général Habyarimana, un "grand démocrate", "bon élève de La Baule" paraît-il, qui, à la suite d'un coup d'Etat et de l'élimination physique des leaders du régime précédent (les compagnons de l'ancien président Kayibanda) règne sur ce pays depuis vingt ans.

Depuis octobre 1990 la minorité tutsi qui vit encore à l'intérieur du pays et aussi (ce qu'on oublie trop souvent) les démocrates ou simplement des gens issus des régions du centre et du sud, traités de "complices" des "cancrelats" (surnom donné aux rebelles du FPR), ont été victimes d'une série de violences, d'assassinats et de pogromes, dont le déroulement est toujours le même. Des militants de la mouvance de M. Habyarimana (c'est-à-dire des Jeunesses armées de l'ancien parti unique MRND qu'il préside, le parti ultra-raciste CDR créé pour la cause en mars 1992 et des "escadrons de la mort" dirigés par ses proches, dénoncés par une mission parlementaire flamande en septembre 1992) programment, provoquent et exécutent ces tueries avec la complicité de certaines autorités locales et de militaires. Et ensuite on fait croire, en français, aux Européens naïfs ou cyniques qui n'ont pas suivi (ou feint de ne pas suivre) la propagande meurtrière développée en kinyarwanda, qu'il s'agissait de simples flambées de la "colère populaire" des "Hutu effrayés par le retour des féodaux tutsi".

Chacune de ces vagues de violence est comme par hasard déclenchée à un moment crucial de la démocratisation et des négociations d'Arusha: massacres du Bugesera en mars 1992 à la veille de la formation d'un gouvernement de coalition MRND-partis démocratiques; tueries de Kibuye le 20 août 1992 au lendemain de la signature d'un protocole d'accord sur la transition démocratique, et surtout déchaînements de novembre, décembre et janvier en réaction aux accords réalisés à Arusha sur un gouvernement de transition tripartite (MRND-coalition démocratique-FPR). Ces massacres ont été déclenchés à la suite d'un discours tenu le 15 novembre à Ruhengeri par le président Habyarimana, traitant de chiffon de papier les accords d'Arusha, et, le 22 novembre, d'un discours ultra-raciste tenu par un dignitaire du régime, membre du comité central du MRND, à Gisenyi, dans la préfecture du Chef de la nation, invitant la population à

jeter les Tutsi dans la rivière Nyabarongo pour que leurs cadavres remontent vers l'Ethiopie! La fantasmagorie raciale des "Bantous et des Hamites" dans toute son horreur.

Le rapport de 355 pages publié en décembre 1992 par l'Association pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques à Kigali décrit avec une rigueur exemplaire la série de ces crises. Le rapport de la Commission internationale sur les violations des droits de l'homme au Rwanda qui sortira au début de mars viendra compléter cette sinistre chronique des massacres annoncés.

Or qu'a fait et dit la France officielle face à cette dégradation? Paris a exprimé sa "préoccupation" et souhaité, sans rien dénoncer, que la raison prévale. Il a fallu un an pour que le génocide des éleveurs Bagogwe perpétré en janvier-février 1991 par des militaires des camps de Mukamira et de Mutura au nord, dans la région du président, soit connu. Donc ni les "instructeurs" français ni l'ambassadeur de France n'avaient entendu parler de rien? Au contraire, Paris a dénoncé dans les 24 heures des "massacres de civils" commis par le FPR lors de sa récente attaque de février, y compris des massacres qui, d'après des sources indépendantes, se sont déjà révélés être des inventions calculées de la propagande militaire rwandaise. On aura du mal à empêcher quiconque d'y voir deux poids, deux mesures.

En fait, depuis la fin de 1990, l'extrême droite rwandaise s'emploie, non sans succès à impliquer la République française dans ses intrigues d'arrière garde et dans son idéologie raciste. En décembre 1990 le périodique officieux *Kangura*, promoteur du parti CDR et dont l'orientation a été qualifiée à juste titre de "hitlérienne" par des libéraux belges, publia un numéro qui contenait un véritable appel à la "purification ethnique" (dirait-on aujourd'hui) sous forme de "Dix commandements du Hutu" condamnant toute relation sociale, professionnelle ou matrimoniale entre Hutu et Tutsi. Or ce même numéro avait l'audace de faire figurer en dernière page un portrait de François Mitterrand, accompagné du commentaire suivant: "Un véritable ami du Rwanda. Inshuti nyanshuti uyibona mu byago" ("le véritable ami, tu le trouves dans les difficultés"). Si une telle récupération avait été entreprise dans un organe de Belgrade lié à l'extrême droit serbe, n'aurait-elle pas suscité quelque réaction?

Plus récemment, notre Président a reçu une lettre ouverte accompagnée d'une pétition de 700 Rwandais le remerciant de son appui. Les promoteurs de cette manifestation de gratitude se flattaient il y a peu à Kigali d'avoir reçu en retour les remerciements personnels de François Mitterrand. Or la date d'envoi de cette pétition et la personnalité de son expéditeur auraient dû inciter à la réserve. Ce courrier datait en effet du 20 août, au moment même où les extrémistes de la CDR organisaient des massacres de Tutsi à Kibuye. En outre l'expéditeur, bénéficiaire ensuite des remerciements de notre Président en septembre, n'était autre que M. Jean-

Bosco Barayagwiza, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, un fidèle de M. Habyarimana qui avait participé aux premières négociations avec le FPR avant d'en être écarté par le nouveau Premier ministre à cause de ses positions extrémistes. En effet Monsieur Barayagwiza était un des principaux dirigeants de la CDR. Je suis étonné que le Président de la République ait pu être piégé de la sorte. Comme je ne doute pas de la hauteur de vues de Monsieur Mitterrand, je m'interroge, je dois le dire, sur la qualité des informations qu'il a pu recevoir en cette occasion sur la situation intérieure du Rwanda.

Dernier épisode, le fantasme inlassablement répété par les extrémistes de Kigali, à savoir "le plan de domination tutsi-hima sur la région des grands lacs" (véritable Protocole des Sages de Sion à l'Africaine) qui serait mené par le président Museveni d'Ouganda et qui expliquerait tous les malheurs de l'honnête régime de Kigali, est repris tel quel par les services de renseignement français pour expliquer la rupture du cessez-le-feu par le FPR le 7 février dernier (voir *Le Monde* du 17 février).

Devant tout cela, Monsieur, il est difficile de ne pas s'inquiéter, voire s'indigner, car c'est de l'avenir de toute une région qu'il s'agit. A force de s'entêter dans une vision raciale et de vouloir réduire, selon un schématisme idéologiquement très douteux, le débat politique de ce pays à un simple antagonisme "ethnique" entre Tutsi et Hutu, on joue une carte qui ne peut mener qu'à la violence et au chaos. Il y a une dizaine de jours, les partis démocratiques, où se retrouvent Hutu et Tutsi, ont mis l'accent sur la responsabilité de "la politique raciste, régionaliste belliciste et dictatoriale" du président Habyarimana. La Belgique, amie traditionnelle du régime, a dénoncé, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, "l'accablante responsabilité du régime Habyarimana". Puis, il y a quelques jours, c'est le tour ^{du} Canada, autre ancien ami du régime. Quel intérêt aurait donc notre pays à cautionner une stratégie qui porte en germe un nouveau Libéria et à soutenir un régime usé jusqu'à la corde et totalement deshonoré? Notre ambition est-elle d'être la dernière béquille d'un fascisme africain? J'avoue que je ne comprends pas...

Je sais, Monsieur, que le parti socialiste, auquel je suis loin d'être indifférent, a beaucoup d'autres soucis que cette lointaine affaire africaine. Mais je crains que cette situation ne fasse écho à d'autres du même genre où l'Afrique aurait mieux à attendre de nous. Il n'est jamais trop tard pour réfléchir, au parti socialiste et ailleurs, sur des perspectives plus encourageantes, tant pour nos amis africains que pour l'image des Français dans le monde.

Jean-Pierre CHRETIEN